

[Texte]

mais je crois que les spécialistes aussi doivent avec beaucoup d'humilité aborder le problème de l'aménagement d'un territoire dans le même esprit que le père Lebrais, qui disait: «On a plus à apprendre des régions dites sous-développées qu'on peut leur en apprendre». De telle sorte qu'il faut que cette consultation aussi vienne du territoire, que les gens apportent, comme des gens responsables, leurs aspirations et que les deux soient combinés. Si on prend un territoire aussi immense, je crois que cette participation-là n'est pas véritable. Elle peut peut-être permettre aux planificateurs de transmettre leur message, mais que les gens du territoire puissent le faire, c'est bien différent.

Alors, je voudrais savoir si on ne devrait pas tenter, lorsqu'on fait ces conseils d'aménagement et ces structures administratives parallèlement, de leur donner un cadre qui soit un cadre régional où il y a vraiment un sentiment d'appartenance socio-économique et peut-être aussi établir ce régionalisme avec une structure gouvernementale qui serait les administrations municipales regroupées, les conseils de comtés regroupés et les villes appartenant à ces mêmes conseils de comtés pour en arriver à une forme de gouvernement régional où, parallèlement, se trouveraient le comité de consultation et aussi la structure administrative pour qu'ensemble ils travaillent à l'aménagement de leur territoire.

**M. Daneau:** Monsieur le président, est-ce que je peux ajouter un mot? Vous soulevez un problème qui est extrêmement important. Vous pouvez penser à mettre en place différentes structures. Effectivement vous avez différentes structures de participation. Vous avez cette structure que l'on pourrait appeler, parce que je n'ai pas d'autre terme, structure populaire puisque vous avez, dans les régions, la mise en place de conseils régionaux de développement, remarquez bien, entre guillemets. Vous avez aussi, il va de soi, une structure administrative gouvernementale qui opère dans une région; vous avez aussi une structure politique et là-dessus vous avez parfaitement raison. Je pense qu'on n'a pas trouvé encore, malheureusement, la formule qui pourrait coordonner et bien agencer ces différentes structures, pour en arriver à un agencement, à une coordination des besoins et des préoccupations de toutes ces structures. Là-dessus vous avez parfaitement raison, mais je ne sais pas quelle structure il faut mettre en place. Il s'agit de penser à un mécanisme de coordination, je ne sais pas lequel, je n'y ai pas pensé, qui pourrait, dans une région donnée, amener ces différentes structures ensemble pour discuter de leurs problèmes communs.

**M. Gendron:** Et est-ce que la formule que je proposais, une certaine régionalisation municipale, donner à ces gouvernements régionaux une responsabilité plus grande de l'aménagement de leur territoire, ce qui impliquerait, de la part des gouvernements supérieurs, une certaine décentralisation de leur pouvoir de taxation et de leur pouvoir de décision, l'incorporation des planificateurs à ce niveau, qui travailleront à l'aménagement régional et un comité de consultation qui, cependant, est souvent mal défini. L'absence des élus du peuple, soit aux niveaux municipal, provincial ou fédéral, dans ces organismes fait qu'il y a une certaine ambiguïté, une frustration de part et d'autre et que des sommes d'argent se dépensent, sans qu'aucun représentant du peuple qui, pourtant, est responsable devant les mêmes populations des deniers publics, ne puisse être responsable et ne puisse donner de réponses.

**M. Daneau:** Je suis entièrement d'accord avec vous là-dessus, c'est pour cela que j'ai beaucoup insisté sur des

[Interprétation]

but I think too that the specialists tackle the problems with great humility in this period that made Father Lebrais say "we have more to know from the so-called underdeveloped regions than we can teach them". Therefore, this consultation should come from the people themselves, acting responsible people and telling what their aspirations are, and the two should be combined. If we take that large region, I think we cannot have a real participation. Of course, through the participation the planners may diffuse their methods, but I do not think that the people themselves can do it.

I would like to know, when they set up this council and administrative structures, whether they should give them a regional frame to allow a real social and economic feeling, whether they should not set up the regionalism with a federal structure that would be the municipal administrations, the county councils put together, and the towns belonging to those county councils in order to achieve a kind of regional government so that the advisory council and the administrative structure should work together to the development of their region.

**Mr. Daneau:** Mr. Chairman, may I make further comments? Your question is very important. You could of course set up different structures. In fact, you have already different participation structures. And we could call the structure a popular structure since you have, in the regions, some regional councils of development. There is too, of course, a federal administrative structure that is operating in one region with a political structure as well, and therefore you are perfectly right. Unfortunately, I think we have not found yet the formula that would coordinate all those different structures, to achieve a co-ordination of the needs and worries of all those structures. Therefore, you are perfectly right, but I do not know what structure we should set up. We must think of a co-ordination mechanism, I do not know which, which could in a certain region bring all those different structures together to discuss their own problems.

**Mr. Gendron:** Would the formula I was proposing, I mean a certain municipal regionalization, a greater responsibility to the regional governments in the development of their region, imply on the part of the higher governments, a certain decentralization of their taxation powers and their decision powers, the corporation of planners at that level, who would work at regional development and an advisory committee who however, is often not well defined. In the absence of the people representative, either at the municipal, provincial or federal levels, in these organizations makes for a certain confusion a certain prostration on both sides, because certain amounts of money are spent without representatives of the people, who certainly are responsible to the populations for the public funds, being there to give answers.

**Mr. Daneau:** I am in full agreement with you on that, this is why I insisted on the possible methods of coordination